

UNITÉ

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Numéro 22
Mai 2009

« La jeunesse est la flamme
de la révolution. »

Karl Liebknecht

Édito

Ça y est, c'est parti. Les élections européennes démarrent avec leur lot de promesses pour les cinq années à venir. Mais bon sang, que c'est dur ! Personne n'a vraiment le goût de se jeter dans la bataille. État des lieux.

Côté NPA, le moins que l'on puisse dire, c'est que la campagne ne bat pas son plein. Enfin, si, mais sur un autre front : celui des usines françaises qui ferment ! Le nouveau parti de Besancenot s'est transformé en un super-syndicat prompt à pallier les travers centristes de la CFDT et les envies réformistes de la CGT. La contestation, c'est lui et uniquement lui ! Mais de là à offrir une alternative politique viable aux salariés de ce pays... Le Front de Gauche, lui, tape sur tout ce qui bouge : le NPA, le PS et - tout de même - sur l'UMP et le MoDem. Bref, au lieu de jouer le front unique, à gauche, on défend sa boutique.

Au fond, qu'est-ce qu'un électeur de gauche ? Ce n'est ni plus ni moins qu'un citoyen aspirant à une Europe plus sociale, plus humaine, qui défende les services publics et qui permette à l'ensemble des travailleurs de vivre décemment de leur travail. Alors quelle importance que son bulletin porte la mention NPA, Front de gauche ou PS ? C'est avant tout un idéal de société qu'il porte dans son bulletin de vote, l'envie que ça change vraiment. Toutes les voix de gauche compteront contre Sarko et sa bande !

Place au MoDem ! Mais pourquoi se présente-il à ces élections ? Ce parti n'a-t-il pas été créé dans l'unique but d'assouvir le désir d'avenir de Bayrou en 2012 ? L'UMP, quant à elle, vient juste de boucler ses listes. Toujours pas de programme ? Mais voyons, un discours de Sarkozy sur l'Europe et tu l'as ton programme ! De toute façon, ils ne vont pas faire campagne. Ils sont en tête dans tous les sondages, alors pourquoi s'embêter avec l'Europe ? Ils préfèrent démanteler ce qu'il reste du service public. Le rouleau compresseur des lois antisociales n'est pas prêt de s'arrêter, même en période électorale.

Et nous, socialistes ? Notre parti est encore convalescent et, tel un joueur de foot qui revient de blessure, il veut être sur tous les ballons : présence en manif, « tous sur le pont », zénith sur les libertés publiques, campagne des européennes, excuses des excuses de Royal... Bref, à force de courir plusieurs lièvres à la fois, on en oublie l'essentiel : notre parti n'est qu'un outil pour porter au niveau politique les revendications des salariés.

Après une période militante peu convaincante, notre parti sort enfin des propositions : directive-cadre sur les services publics, harmonisation fiscale et sociale, salaires minima et une clause de sauvegarde sociale. Il revient à nous, jeunes socialistes, d'expliquer aux électeurs l'importance de ce scrutin. Nous n'avons pas à rougir de nos propositions. Portons-les avec fierté et envoyons le plus possible d'eurodéputés socialistes à Bruxelles. Les luttes sociales de ce premier semestre 2009 doivent trouver leur débouché politique. Car une victoire de l'UMP, ce sera une carte blanche pour les trois années à venir pour la politique néo-conservatrice de Sarkozy.

Par Johann Cesa, animateur fédéral de la Loire

SOMMAIRE

Spécial élections européennes

L'ARME POUR SORTIR DE LA
CRISE, C'EST L'EUROPE !... P. 2
par Cédric Gouin

FRANÇOIS MITTERRAND
ET L'EUROPE..... P. 3
par Alexis Chazot

L'ITALIE OU LE RETOUR
DU PIRE..... P. 4

IMMIGRATIONS, QUELLES
RÉPONSES..... P. 5
par Mathias Tessier

ET MAINTENANT, L'EUROPE
SOCIALISTE..... P. 6
par Jean-François Claudon

MILITER AUJOURD'HUI POUR
L'EUROPÉENNE DE DEMAIN P. 7
par Marlène Collineau

LE RÉVEIL A SONNÉ : NOUS
N'AVONS PAS D'ENNEMIS
À GAUCHE !..... P. 8
par Vincent D.

L'arme pour sortir de la crise, c'est l'Europe !

La débâcle financière et économique a, comme prévu, accouché d'une des plus graves crises sociales de l'histoire de l'Europe. Licenciements, délocalisations, précarisation poussée à l'extrême, compression sans limites visibles des salaires frappent le salariat comme jamais. La crise a atteint tous les secteurs de l'économie. Après avoir réglé l'ardoise des banquiers, il est temps pour les salariés d'affronter seuls les conséquences de la crise.

Pour y répondre en France comme dans le reste de l'Europe, nous n'avons vu apparaître que des plans de relances nationaux qui ne prennent jamais la crise pour ce qu'elle est : une crise systémique. La droite arrose le désert en attendant qu'il y pousse du blé... Laissant par là même la crise sociale ravager le salariat !

Mais ne nous y trompons pas. Tout les maux qui nous frappent depuis le début de la crise nous frappaient déjà avant ; seule l'intensité a changé. La crise accélère l'évolution du système, elle ne le brise pas. Pour les libéraux et le patronat, la crise sociale est le plan de relance de l'économie capitaliste. Elle permet aux patrons et aux banquiers de liquider les dernières niches de résistance sociale au sein du salariat en nous expliquant qu'il faut accepter les licenciements, les baisses de salaires, les délocalisations, si l'on veut survivre à la crise.

Un vrai plan de relance devrait passer par un changement de système pour remettre les intérêts du plus grand nombre au cœur de l'économie. Dans ce but, l'Europe est notre meilleure arme. Les libéraux de tous bords s'en sont servi pendant 30 ans pour détruire toutes les protections sociales sur le continent, nous devons en faire le plus grand outil de conquêtes sociales que le salariat n'ait jamais constitué.

Pour cela, un plan d'urgence socialiste devrait être mis en place à l'échelle du continent autour de 5 grands axes :

- Réaliser enfin l'harmonisation sociale en Europe, en instaurant une vraie réglementation européenne du droit du travail et des droits sociaux, qui tirerait vers le haut les travailleurs

des pays les plus en retard socialement dans l'Union.

- Lutter réellement contre la stagnation des salaires en imposant un vrai salaire minimum européen, mais aussi en réactivant le tarif extérieur commun. Ce protectionnisme social permettra aux salariés européens de se battre pour des hausses de salaires sans craindre les délocalisations liées aux « coûts du travail ».

- Lutter contre la spéculation financière (et immobilière dans nos grandes villes d'ailleurs) en interdisant l'intervention dans l'économie européenne des fonds de pensions et des sociétés dont les sièges sociaux se trouvent dans un paradis fiscal.

- Marcher vers l'émancipation du salariat en faisant reconnaître au niveau de toute l'Europe l'égalité des droits et des pouvoirs entre les comités d'entreprises (représentant les forces du travail) et les conseils d'administration (représentant les forces de l'argent). Cette mesure créerait les conditions d'une libération progressive du salariat par la prise de conscience de ses propres forces et compétences.

- Instaurer de vrais services publics européens en fixant collectivement les biens communs qui n'ont pas vocation à passer sous la coupe du marché. Créons enfin l'Europe du bien public ! Mais au-delà, l'Europe doit permettre à chaque état-membre de nationaliser (ou socialiser) les secteurs d'activité qu'il souhaite, laissant à chacun la possibilité d'organiser son économie en plaçant le curseur entre secteur marchand et secteur public comme il l'entend.

Mis au pied du mur par la crise du capitalisme, les libéraux et le patronat sont tentés de faire payer leur échec aux salariés. Ils espèrent pouvoir ainsi relancer leurs systèmes tout en reconstituant leurs bénéfices et dividendes sur notre dos. Mais le seul vrai plan de relance de l'économie ne pourra être qu'européen et socialiste, car c'est en sattaquant frontalement aux forces du capital, véritable fil à la patte de l'humanité, que l'on pourra réellement avancer. ::

Par Cédric Guoin (03)

François Mitterrand et l'Europe

« Ne séparez jamais la grandeur de la France de la construction de l'Europe. C'est notre nouvelle dimension, et notre ambition pour le siècle prochain. En servant l'une, nous servons l'autre... » François Mitterrand.

L'Europe et François Mitterrand, c'est une longue histoire d'amitié, faite de fidélité et de respect. Tout commença en 1948, quand le jeune Secrétaire d'État à l'Information assista au Congrès de La Haye. Il rencontra alors l'idée européenne et fut lié à elle tout au long de son parcours politique. Elle ressurgit trente ans plus tard, en 1979, quand le Premier Secrétaire du Parti Socialiste créa avec Willy Brant, le Parti Socialiste Européen. Enfin, à partir de 1981, le premier Président de la République socialiste défendit son idéal pendant les quatorze années de ses deux mandats. L'idéal européen ne quitta jamais François Mitterrand.

Pourquoi cette fidélité ? Parce que l'Europe véhiculait des valeurs humanistes comme la paix, le respect des droits humains et des libertés, la solidarité et la culture entre les peuples, valeurs dont François Mitterrand a toujours été le porte-parole.

La réalisation de l'idéal européen fut l'un des axes majeurs de la politique extérieure de François Mitterrand. Cette politique se concrétisa tout d'abord par le rapprochement franco-allemand, illustré par la profonde amitié liant le Chancelier allemand Helmut Kohl et le Président français.



Puis, par la volonté de construire l'Europe, de l'élargir, de lui donner de solides institutions et de partager les compétences de chacun. Partisan de l'Europe politique, c'est sous son impulsion que l'on instaura la citoyenneté européenne, que l'on créa le Haut Représentant européen des Affaires Étrangères, que l'on instaura un drapeau et un hymne européen et que la CEE devint l'Union Européenne.

Cependant de nombreuses critiques peuvent être formulées à l'encontre de la politique européenne mitterrandienne.

Ainsi, la ratification du Traité de Maastricht a été une erreur historique, car, au-delà des questions institutionnelles que Mitterrand mettait en avant pour faire voter la population en faveur du traité, il a occulté la partie économique qui renforçait le libéralisme en Europe. En effet, le Traité de Maastricht, instaurant entre autre l'euro, consacrait l'indépendance de la Banque Centrale Européenne (BCE) et imposait surtout aux États-membres les fameux « critères de convergence » qui rendaient impossible toute utilisation de l'inflation ou du déficit public, c'est-à-dire toute politique de relance. Accepter ce traité, cela revenait à passer sous les fourches caudines du libéralisme économique... De fait, ce Traité est la base même de la politique ultralibérale menée actuellement par Barroso et ses pions Berlusconi, Sarkozy, Merkel et autres...

En outre, l'Europe sociale a été en grande partie délaissée par François Mitterrand. Aucun débat n'a par exemple été lancé s'agissant du SMIC européen. Rien non plus sur le temps de travail européen, sur le droit du travail ou encore sur la protection sociale à l'échelle européenne. Lui qui, lors des vœux présidentiels de 1994, avait appelé à la réalisation d'une Europe sociale, a pudiquement omis de rappeler qu'il n'avait pas vraiment donné de signal du départ... ❖❖

Par Alexis Chazot (42)

L'Italie ou le retour du pire

La nouvelle a fait beaucoup de bruit : Silvio Berlusconi, à cause de ses « frasques extraconjugales » va devoir divorcer. Cette information, qui *a priori* relève davantage de la presse people que des journaux d'informations, a pourtant été commentée sur tous les tons possibles. *Media* français comme *media* italiens ont jugé que c'était l'information politique essentielle du mois d'avril. Au même moment, les députés italiens votaient une nouvelle loi sur l'immigration. Curieusement, les médias ont le plus souvent oublié d'expliquer les ressorts de cette loi...

Une attaque contre les immigrés

Berlusconi a justifié cette loi par la volonté de fermer les portes de l'immigration et de ne les entretenir « *que pour ceux qui viennent pour travailler et s'intégrer* ». Les immigrés sont donc désignés comme étant communautaristes et paresseux. La loi vise à durcir les conditions de vie des sans-papiers en Italie. La carte de séjour se transforme en permis à points, un délit « *d'immigration et de séjour clandestins* » est créé (jusqu'à 10 000 euros d'amende), les étrangers peuvent être retenus dans les centres de rétention pendant six mois, puis en prison pendant 4 ans, s'ils restent en Italie, le mariage et la reconnaissance d'enfant sont de fait interdits aux sans-papiers. Enfin, le célèbre « délit de solidarité » est passible de trois ans de prison. Seule ombre au tableau, l'obligation faite aux médecins et aux directeurs d'école de dénoncer les sans-papiers a finalement été abandonnée... Sous couvert de lutte contre l'immigration clandestine, il s'agit donc en fait de désigner l'immigré comme un criminel en soi qui met en péril la nation italienne. Les complices de ce criminel, ce sont bien sûr les associations d'aide aux étrangers. D'ailleurs, la tentative de la Ligue du Nord de faire voter des mesures contre l'immigration dans le cadre d'une loi anti-viol sonne comme un symbole de ce racisme devenu ordinaire.

À travers cette loi, ce sont les droits les plus fondamentaux à l'immigration qui sont détruits. Comme en France, c'est le droit d'asile qui est en ligne de mire. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'Italie vient de signer un accord avec la Libye. En échange de financements pour ce pays où règne la paix, la prospérité et la démocratie, l'Italie s'autorise à expulser automatiquement tous

les réfugiés libyens, avant même qu'ils aient pu demander l'asile politique.

Vers un retour du fascisme ?

Principale mesure de cette loi, les milices citoyennes, qui chassent les immigrés dans des villes du Nord de l'Italie, sont institutionnalisées. C'est une grande victoire pour tous les partis « néo-fascistes » qui organisent ces rondes depuis plusieurs années. Le nom de certaines de ces milices fait froid dans le dos : la Garde Nationale Padane est constitué des « chemises vertes », à Massa en Toscane, la milice se fait appeler du doux nom de SSS pour Secours-Sécurité-Social.

Le virage à l'extrême-droite du gouvernement Berlusconi se situe donc sur tous les terrains. Sur le terrain politique et symbolique, bien sûr, mais aussi sur le terrain de la communication. Car, sa communication politique n'est pas qu'un écran de fumée pour cacher ses réalités politiques. C'est un moyen efficace de battre en brèche les fondements même de la démocratie. C'est d'ailleurs ce qu'observait Angela Davis, figure historique de la gauche américaine, à propos de la communication de Bush :

« Pourquoi les gens sont-ils encore séduits par la fantaisie que suscitent les costumes de cowboys et d'Indiens pour enfant ? Ce racisme fait encore partie intégrante de la fantaisie collective, de la psyché collective. Il invite les gens vers un certain type de régression, une espèce d'infantilisation, de sorte que les prises de position politiques s'appuient plus sur les loisirs passifs vécus par la population que sur un engagement informé et la participation active à la vie sociale. L'avilissement des normes du discours politique encourage à se la couler douce plutôt qu'à se redresser et à réfléchir, qu'à se lever et s'engager. » ❖❖



Immigrations, quelles réponses ?

Pour le Front National, la cause est entendue : si les salaires sont si bas, ce n'est pas parce que les patrons cherchent à maximiser leurs profits, c'est parce que les immigrés créent une concurrence déloyale. Le tabou, ce n'est donc pas la répartition capital/travail, c'est l'immigration. Hier, c'étaient les Italiens, les Espagnols, les Portugais, les Grecs, les Polonais... Aujourd'hui, ce sont les Africains ou les Asiatiques qui menaceraient nos conditions de vie.

Les gouvernements européens ont, eux aussi, fait de la peur de l'étranger un des fondements de leur politique. Mais curieusement, en même temps qu'ils agitent cette peur, la mondialisation, c'est-à-dire la libre circulation des marchandises, nous est décrite comme naturelle, nécessaire et souhaitable.

Il semblerait logique de penser qu'un gouvernement adopte une politique migratoire cohérente. Or, on ne peut que constater le décalage entre les politiques liées à l'immigration et celles liées à l'émigration.

D'un côté, on incite fortement les étudiants à partir étudier un an à l'étranger, sans exigence sur le niveau de langues ou la qualité des études, de l'autre on sélectionne drastiquement ceux qui veulent étudier en Europe (à part les Américains, bien sûr). D'un côté on trouve normal que des Français partent travailler en Angleterre (et reviennent toucher leur chômage en France...), de l'autre on trouve scandaleux que des gens cherchent à quitter leur pays pour mieux vivre. D'un côté on expulse violemment des sans-papiers très bien intégrés, qui font vivre économiquement et socialement l'Europe, de

l'autre on vote des lois d'amnistie pour les exilés fiscaux. Probablement parce que la liberté d'installation et de circulation, effective pour les habitants des pays riches, est scandaleuse, ou tout au moins impossible à mettre en œuvre, pour les habitants des pays pauvres... L'incohérence n'est pas du côté des droits-de-l'Hommes, elle est du côté de ceux qui pensent que le fait d'être né dans un pays doit nous donner automatiquement plus de droit que les autres.

Nous, nos positions sont claires : nous pensons que tout être humain doit avoir la possibilité effective de circuler et s'installer partout où il le souhaite. Ces sont aujourd'hui les politiques économiques qui obligent à des déplacements de population. Les politiques de co-développement se résument le plus souvent à piller les pays les plus pauvres, à augmenter les marges des multinationales et à laisser les dictatures en place. On ne peut pas tout à la fois semer la misère et s'inquiéter ensuite que ceux qui sont touchés cherchent à la fuir. Les attaques répétées contre le droit d'asile, c'est-à-dire contre la possibilité pour tout homme de quitter son pays pour avoir accès aux droits les plus fondamentaux, ne sont pas la conséquence de l'impossibilité pour les pays d'accueillir ces étrangers mais la conséquence de politiques sécuritaires toujours plus dures.

L'immigration à l'intérieur de l'Europe, qui devait, nous disait-on, détruire les pays les plus riches s'est banalisée dès lors que l'on a mené conjointement une politique d'ouverture des frontières et de grandes politiques économiques pour améliorer les conditions des pays les plus pauvres.

Si bien entendu, il n'est pas envisageable d'ouvrir immédiatement toutes les frontières, la politique de l'Union Européenne doit être de faire de l'effectivité des droits de l'Homme, et en particulier de la liberté de voyager et de résider partout où on le souhaite, un objectif à réaliser le plus rapidement possible. ::

Dossier de Mathias Tessier (44)



Et maintenant, l'Europe socialiste !

Dans les années 1970, il y avait une blague qui faisait fureur en URSS : « *Le socialisme, c'est comme l'horizon, plus on s'en approche, et plus il s'éloigne* »... Trente ans plus tard, dans notre beau continent, on pourrait en dire de même de l'Europe sociale qui ne s'est jamais aussi mal portée. Tout a commencé pour Maastricht. « *C'est le dernier traité libéral, nous disait-on. Une fois qu'il sera adopté, on se battra en socialistes. Juré, craché !* ». Mais rien ne vint. Jospin avait gagné les législatives au printemps 1997 en proclamant son refus de signer le traité d'Amsterdam. Ce qu'il fit pourtant en octobre de la même année... En 2004 - 2005, la « majorité » du PS a déclaré sans rire que l'Europe sociale était compatible avec le TCE, alors que la plupart des salariés avait compris l'inverse. Depuis, l'autruche socialiste n'a visiblement pas sorti la tête de son trou, puisque des parlementaires de notre camp ont voté avec Sarko lors de la ratification par le Congrès du traité de Lisbonne, le 4 février 2008. Le PS, qui avait inscrit dans son programme le recours au référendum, a encore une fois mangé son chapeau pour soutenir le libéralisme. Mais il paraît qu'on ne peut pas faire mieux... Alors, si les socialistes n'y sont pour rien, c'est la faute à l'Europe ?

Cette logique de compromission avec les libéraux contraste très nettement avec le développement rapide depuis une décennie d'un véritable espace revendicatif européen. Le premier Forum Social Européen s'est tenu à Florence en 2002 et les FSE se déroulent maintenant tous les deux ans. Les premières manifestations européennes ont eu lieu à la fin des années 1990 et elles se multiplient. La CES a ainsi appelé à 4 euromanifestations les 14, 15 et 16 mai dernier « *pour exprimer clairement aux gouvernements nationaux, aux institutions de l'UE ainsi qu'aux employeurs privés que les travailleurs n'ont aucune intention de payer la note des excès du monde des affaires qui ont plongé l'économie dans une crise majeure* ». Ces manifs ont eu lieu à Madrid, Bruxelles, Prague et Berlin. La CGT parle d'une « *réussite certaine pour ces journées d'action* » qui auraient rassemblé 350 000 personnes. Et la première confédération française d'en appeler fatalement à « l'Europe sociale », tandis que, pour FO, Mailly estime

que la mobilisation des salariés s'est faite « *contre l'Europe du capital* ». Cette Europe des salariés, on la voit aussi poindre dans la rue et dans la jeunesse, au-delà des organisations. Souvenons-nous qu'en 2005, alors que la campagne du TCE battait son plein, les travailleurs grecs, défilant pour défendre leurs retraites, étaient nombreux à arborer des affiches affirmant que « *le Non français sera notre Non !* ». De même, les salariés de ce continent, privés de référendum, avaient les yeux tournés vers l'Irlande lors de la ratification du traité de Lisbonne en juin 2008. Paradoxalement, c'est le caractère antidémocratique de l'Europe libérale, qui pousse les peuples à être solidaires entre eux... Fin avril 2009, face aux ministres de l'enseignement supérieur européens réunis à Louvain, des étudiants de toute l'Europe ont organisé un contre-sommet s'opposant au processus de Lisbonne. Si cette « vague européenne » manque pour l'instant de clarté et de consistance, elle peut constituer l'ébauche d'un mouvement revendicatif étudiant à l'échelle européenne. Au vu de ces exemples, quel fossé entre la force des aspirations populaires et la frilosité du débouché politique proposé par la social-démocratie européenne !

Doit-on pour autant sombrer dans ce que les libéraux appellent « l'euroscpticisme » pour invalider toute critique formulée à l'encontre de leur Europe ? Mille fois non ! N'oublions pas que nous disposons d'outils politiques forgés par les générations précédentes. Si nous voulons changer d'Europe, il faut se battre au sein des organisations préexistantes, aussi critiquables soient-elles. Certes, l'orientation politique du PSE ne fait pas rêver. Mais, c'est la seule instance qui peut s'opposer en l'état à la frénésie dérégulatrice du PPE. Il faut donc envoyer un maximum d'eurodéputés de gauche à Strasbourg. Cependant, le temps de la clarification est venu. Nous devons militer pour une véritable démocratisation du PSE qui n'est pour l'instant qu'un magma regroupant des technocrates et des sociaux-libéraux agissant sans mandat. Nous voulons un véritable congrès du PSE, avec des textes, des lignes politiques clairement exprimées et un vrai débat de fond entre socialistes. Nous n'en avons pas peur, car nous savons nos idées majoritaires. Le temps presse. Il serait plus que temps que « l'Europe sociale » arrête de n'être qu'un simple gadget ! ::

Par Jean-François Claudon (75)

Militer aujourd'hui pour l'Européenne de demain !

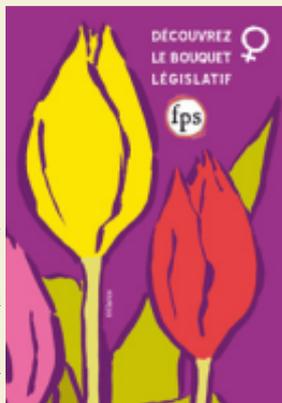
La construction européenne, ce ne sont pas que des intérêts économiques. Il est de notre devoir que ce soit également un lieu où les hommes et les femmes puissent réaffirmer leurs droits fondamentaux. Salaires minimaux, conditions de travail, accès à l'éducation, sécurité sociale, alimentaire, lutte contre les discriminations... Autant de sujets sur lesquels les élus européens doivent défendre les eurocitoyens.

En Europe, toutes les femmes n'ont pas les mêmes droits. D'où cette idée, impulsée par Gisèle Halimi, de Clause de l'Européenne la plus favorisée. Il s'agit de recenser dans les 27 pays membres les lois concernant spécifiquement les femmes, dans les domaines de la vie privée (procréation, famille), du travail, et de la participation au pouvoir politique. De cette enquête approfondie¹, il se dégage un statut, un socle, sorte de « bouquet législatif » qu'il faudrait, demain, être en capacité d'offrir à toutes les Européennes.

Son nom, la Clause de l'Européenne la plus favorisée, rappelle évidemment la Clause de la nation la plus favorisée, principe commercial qui veut que les avantages accordés à un partenaire doivent être également accordés à tous les autres. Joli pied de nez à cette Europe qui se veut être celle de la concurrence « libre et non faussée »... Cependant, la Clause de Gisèle Halimi, loin de constituer un austère traité de commerce, est un véritable Manifeste !

En Europe, être une femme, c'est s'exposer à des situations très différentes en fonction du lieu où l'on réside. Ainsi, il est préférable, si vous êtes une femme européenne, de :

- naître aux Pays-Bas,
- être éduquée au Danemark,
- se marier en Autriche,
- avorter en Suède,
- divorcer en Espagne,
- contracter une Union Civile en Belgique,
- prendre un congé parental en Suède,
- vivre l'autorité parentale en Estonie,



- porter plainte pour violences conjugales en Espagne,
- et pour viol en France,
- et contre la prostitution en Suède,
- fuir le harcèlement en Lituanie,
- travailler en France...
- et se faire élire en Belgique.

Un tel portrait peut prêter à sourire, mais force est de constater que certains pays ont des dispositions juridiques intolérables et invivables pour les femmes. Encore aujourd'hui, en Irlande, à Malte et en Pologne, l'avortement est un crime. Et les femmes le pratiquant, des criminelles. Simplement.

La Clause se veut ambitieuse. Elle permettrait de faire évoluer les textes en vigueur dans chaque pays, à leur rythme certes, mais sous l'impulsion de l'Union Européenne. Cette initiative doit nous faire réfléchir. Elle doit nous permettre de donner un nouveau souffle à cette Europe et un nouvel espoir à ceux qui y résident. Harmoniser les droits des Européens par le haut doit être notre boussole. Pourquoi ne pas songer à des Clauses de la législation européenne la plus favorisée dans tous les domaines ? Au tout début de la construction européenne, cinq ans après la Seconde Guerre mondiale, « la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales » avait adopté des positions minimalistes sur les droits fondamentaux. Volonté de faire consensus certainement. Aujourd'hui, ce minimalisme est un frein.

Alors, nous aussi, socialistes, soyons ambitieux. L'orientation que nous propose Gisèle Halimi est celle qui doit nous servir d'exemple. Elle permet d'offrir à toutes et tous des raisons d'espérer. L'espoir ne naît pas en regardant vers le bas. Il naît en regardant vers le haut. Toujours. Aujourd'hui, c'est l'image d'une Europe libre-échangiste qui prédomine. Or, cette image nourrit le désespoir. À nous de nous engouffrer dans cette brèche, à nous de saisir cette opportunité, de suivre cette voie nouvelle que pourrait emprunter l'ensemble des législations européennes :: celle de l'harmonie des droits par le haut ! ::

¹ La clause de l'Européenne la plus favorisée, Gisèle Halimi, Édition Des femmes, 2008.

Par Marlène Collineau (44)

Comité de rédaction : **Numéro 22 | mai 2009**
Johann Cesa (42) **courriel :** unite_journal@yahoo.fr
Thomas Chavigné (31) **Diffusion électronique et papier :** 1 500 ex.
Marlène Collineau (44) **Photographies et dessins :**
Tunjaï Cilgi (64) p. 3 : © Frédéric de La Mure, ministère des Affaires
Jean-François Claudon (75) étrangères
Cédric Gouin (03) pp. 4 et 5 : heba/Umbruch Bildarchiv
Julien Guérin (43) p. 7 : campagne de Femmes Prévoyantes
Yoann Rouvière (43) Socialistes (Belgique)
Ernest Simon (44)
David Torres (32)
Maquette : Maquette réalisée à l'aide de logiciels et typographies libres.
Nicolas Nocet (44)
David Torres (32)

Lisez **Unité**,
le journal de
l'Offensive Socialiste

et retrouvez les articles de ce
numéro et des précédents sur

<http://offensivesocialiste.wordpress.com>

Le réveil a sonné : nous n'avons pas d'ennemis à gauche !

Même combat : résister au libéralisme et aux sales coups du gouvernement, même adversaire : la droite UMP et Sarkozy, tous les jeunes de tous les partis de Gauche s'accordent sur ces objectifs !

Mener des campagnes et des actions communes, s'unir plutôt que se diviser pour donner de l'espoir comme Mitterrand et Blum en leur temps, tels sont nos objectifs !

Travailler à un programme commun de toute la gauche pour chasser Sarko et sa bande au plus vite, apporter des réponses à la crise qui frappe de plein fouet les salariés, abroger les réformes arbitraires et injustes de la droite (bouclier fiscal, réformes Darcos et Péresse contre l'éducation,

loi Bachelot contre l'hôpital public, lois Dati sur la justice...), construire une Europe sociale, démocratique et écologique voilà notre combat, nous jeunes de gauche !

Pour travailler à cette union de toute la gauche, le groupe MJS de la Côte Basque travaille depuis plusieurs semaines avec les jeunes du NPA, des Verts, du PC. Débats communs et contradictoires, manifestations et tracts unitaires sont au programme.

Cela n'est qu'un début ! Pour construire le changement sans attendre 2012, soyons unitaires et combatifs dès maintenant, tous ensemble ! ::

Par Vincent D. (64)

Offensive Socialiste, c'est quoi ?

L'Offensive socialiste (l'OS) est une sensibilité politique d'inspiration marxiste, résolument républicaine et laïque qui agit dans le Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS). Elle s'est constituée en 2007 avec des militants venus d'horizons divers mais ayant tous menés le combat contre l'Europe libérale lors du référendum sur la constitution européenne en 2005. Ce combat fondateur contre le libéralisme reste un élément fort de notre identité politique. Plusieurs fédérations et groupes du MJS se réclament de nos positions.

Structurée autour du bulletin mensuel Unité, l'Offensive socialiste mène le débat sur les thématiques spécifiques à la jeunesse dans le parti socialiste, le MJS, et au sein de toute la gauche. L'unité est pour nous autant une méthode qu'un projet.

Nous voulons l'unité des forces de gauche sur

un projet de transformation sociale radicale. Un projet mettant en mouvement les salariés, toute la jeunesse et s'appuyant sur le mouvement social. Nous refusons d'être une génération sacrifiée et exploitée, à laquelle est nié tout droit à l'avenir tant sur le plan professionnel qu'éducatif.

Nous appelons les jeunes socialistes de toute la France à se saisir de cette orientation volontariste pour affronter une droite libérale et brutale et un MEDEF vorace. Pour cela il faut des réponses radicalement de gauche, et à bien des égards la ligne politique des socialistes a pêché par manque d'ambition ces dernières années. Offrir des perspectives pour l'émancipation sociale, économique et culturelle de la jeunesse, telle est notre ambition ! Construire le socialisme du XXI^e siècle et en finir avec le libéralisme, telle est notre visée !